

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 1<sup>er</sup> décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société PRIMAGAZ**

Lotissement La Champagne  
Rue du Condroz  
16390 Saint-Séverin

Références : [2025\\_1462\\_UbD16-86\\_Env](#)

Code AIOT : 0100284020

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement PRIMAGAZ implanté Lotissement La Champagne Rue du Condroz 16390 Saint-Séverin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRIMAGAZ
- Lotissement La Champagne Rue du Condroz 16390 Saint-Séverin
- Code AIOT : 0100284020
- Régime : Déclaration avec contrôle (rubrique 4718)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cuve enterrée de stockage de propane (rubrique ICPE n°4718, régime de la déclaration avec contrôle périodique) sur un site dédié situé sur la commune de Saint-Séverin.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2	Sans objet
2	Propreté du site	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Plus de 2 ans après leur constat, la visite du site a permis de mettre en évidence que les mesures ont été prises pour traiter les deux non conformités, dont une « majeure » au sens du code de l'environnement, relatives à l'entretien du site et à son accès.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, clôture - Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées Annexe I - 3.2. Contrôle de l'accès <i>«I. Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables). »</i>  Constat effectué le 27/11/2024, lors du contrôle complémentaire de la société ALPES Contrôles (organisme agréé par le ministère de l'environnement) : Non Conformité Majeure (NCM) : <i>"présence d'une clôture en mauvais état (trous permettant l'accès) et d'un cadenas.""</i>  Un 1 <sup>er</sup> constat identique de NCM a été fait lors du contrôle initial réalisé le 02/08/2023. Il s'agit donc d'une NCM non traitée au-delà du délai fixé par le code de l'environnement (R.512-59-1).
<b>Constats :</b>  Constat de l'inspection lors de la précédente visite le 26/02/2025 : absence de clôture ou clôture en très mauvais état permettant l'accès à l'intérieur du stockage. La non-conformité majeure mise en évidence par l'organisme de contrôle deux années auparavant n'a pas été traitée.  Constat lors de la présente inspection : la réfection de la clôture a été réalisée.  
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Propreté du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien du site - prévention du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées Annexe I - 3.4. Propreté <i>« Les lieux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières, et de matières combustibles. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Il est procédé aussi souvent que nécessaire au désherbage » et au débroussaillage » sous et à proximité de l'installation. »</i>  Constat effectué le 27/11/2024, lors du contrôle complémentaire de la société ALPES Contrôles (organisme agréé par le ministère de l'environnement) : Autre Non Conformité (ANC) : <i>"Présence de végétaux et d'un début de nid de guêpes sur l'armoire d'un extincteur."</i>
<b>Constats :</b>  Constat de l'inspection lors de la précédente visite le 26/02/2025 : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'une végétation dense non entretenue sur 3 faces du site</li><li>- accumulation de matière combustible à proximité de l'installation</li><li>- situation contraire à l'obligation d'entretien régulier du site pour éviter l'accumulation de matières combustibles et à l'obligation de débroussaillage aussi souvent que nécessaire à proximité de l'installation.</li></ul> La non conformité mise en évidence par l'organisme de contrôle deux années auparavant n'a pas été traitée.  Constat lors de la présente inspection : débroussaillage complet du site.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite